

LA STRATÉGIE DE LISBONNE ET LES RÉFORMES EUROPÉENNES DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Conformer les Universités aux exigences de la rentabilité

Sandrine Garcia*

La stratégie de Lisbonne prétend impulser les réformes de l'enseignement supérieur dans toute l'Union européenne. Le but est de créer un marché intérieur dans ce domaine. L'effort des dépenses serait reporté sur les étudiants et leur famille et les offres de formation ajustées aux besoins supposés du marché du travail.

L'enseignement supérieur et la recherche occupent une place centrale au cœur des objectifs de Lisbonne qui fixent le cap auquel se réfèrent désormais les instances européennes (et nationales) dans les réformes à effectuer. Le Conseil européen de Lisbonne en 2000 et le dernier sommet européen - qui tente de trouver des remèdes à «la mauvaise volonté» des États dans l'application de la stratégie de Lisbonne - constituent donc des moments cruciaux de cette politique européenne. En 2000, les dirigeants européens avaient assigné à la recherche et à l'enseignement supérieur la charge d'améliorer la croissance, dans le but «de faire de l'Europe l'économie de la connaissance la plus compétitive du monde»...

«MARCHANDISATION» DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, DE LA RECHERCHE ET RATIONNEMENT DES DÉPENSES PUBLIQUES.

Les objectifs de Lisbonne impliquent une redéfinition des systèmes d'enseignement (et de recherche) dont l'ampleur dépend évidemment des traditions nationales. Ces objectifs sont orientés par la volonté de rivaliser et de dépasser les États-Unis. En effet, leur position dominante, une part importante de leur réussite économique sont attribuées à leur système de recherche et d'enseignement. Cette analyse repose sur la théorie du capital humain élaborée par Gary Becker et la théorie de la croissance endogène élaborée par Lucas en 1988 (1), et véhiculée par l'OCDE (2). Elle fonde ce qui est au cœur des réformes du financement de l'enseignement supérieur préconisées par les institutions européennes : l'introduction de droits d'inscription substantiels à l'entrée de l'université, au nom des «rendements privés (3)» que la formation supérieure offre pour ceux qui choisissent d'investir dans des études longues. La «formation tout au long de la vie» dont le développement est

dans les objectifs de Lisbonne, un moyen privilégié de résoudre le problème du chômage par l'accroissement de «l'investissement dans le capital humain pour l'amélioration de l'éducation et des compétences». Quant à la théorie de la croissance endogène, elle consiste (pour l'aspect qui nous intéresse ici) à faire du capital humain un facteur déterminant de la croissance, avec d'autres facteurs comme l'innovation technologique et le développement scientifique. En France, ces principes ont inspiré la réforme des universités dite réforme LMD ainsi que le rapport du Conseil d'analyse économique sur croissance et éducation (5).

Initialement, l'Union européenne devait porter les investissements économiques dans la recherche et développement (R/D) à 3 % du PIB (contre 2,7% pour les États-Unis) en 2010. Un élément essentiel de cet effort devait être le renforcement des dépenses des entreprises. Cela est justifié par une orientation de la recherche qui puisse donner lieu à des applications rentables. Cela suppose également d'augmenter les investissements dans l'enseignement supérieur. Toutefois, les financements publics ne doivent pas augmenter. C'est un impératif que tous les textes rappellent à cause des contraintes de «maîtrise» des dépenses publiques fixées par la politique budgétaire européenne. En conséquence, la solution retenue dans tous les rapports consiste d'abord à «responsabiliser financièrement» les usagers, en augmentant de manière substantielle les droits d'inscription et en mettant en place un système de prêts bancaires afin - est-il affirmé - de favoriser l'accès de tous les étudiants à l'enseignement supérieur. Une telle réforme a été adoptée par l'Angleterre dès la fin des années 1990, suite au rapport Dearing (6), par les Pays-Bas et plus récemment, par l'Italie et l'Espagne (7). Dernièrement, l'Allemagne vient d'abandonner la gratuité de son enseignement supérieur. L'équation est simple, si chaque pays d'Europe doit respecter les contraintes budgétaires du

Pacte de stabilité et d'autre part faire face à l'injonction d'augmenter les investissements dans l'enseignement supérieur, alors l'effort est reporté sur les étudiants et leur famille (8). C'est bien ce qu'ont réalisé les pays qui ont déjà effectué les réformes du financement de l'enseignement supérieur auxquelles les autres peuvent se référer. Cette réforme du financement passe donc par la mise en place de frais d'inscription relativement élevés et par un système de prêt remboursable par les étudiants une fois leur diplôme obtenu, bien souvent tout au long de leur vie active. Pour mémoire, rappelons que le projet de Constitution ne fait que concéder «une faculté de suivre gratuitement» une éducation mais limitée au seul «enseignement obligatoire» (art.II-74-2).

MISE EN CONCURRENCE DES UNIVERSITÉS PAR LA CRÉATION D'UN MARCHÉ EUROPÉEN DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Les autres conditions de l'amélioration de la croissance grâce à l'enseignement supérieur sont «l'utilisation optimale» des ressources publiques et la constitution d'un marché européen de l'enseignement supérieur. L'utilisation optimale des ressources publiques passe par une allocation des ressources publiques en fonction des résultats obtenus, un ajustement plus grand des formations aux besoins du marché du travail, la socialisation à l'esprit d'entreprise, la suppression de filières qui, selon cette logique «produisent indirectement de l'inefficacité» comme celles, qui ne véhiculent pas une image favorable de l'entreprise, la contribution des entreprises aux filières qui forment les étudiants aux métiers dont elles ont besoin et le fait d'apprendre aux étudiants à se sentir responsables de leur parcours. Enfin, il est conseillé aux universités de vendre des services qu'elles peuvent produire.

Le marché européen de la formation supérieure s'appuie sur ce qui est appelé la mobilité étudiante. Il constitue un enjeu majeur car les étudiants étrangers sont sur le plan économique, considérés comme des exportations vers le pays d'origine, dans la mesure où ils consomment nécessairement (du logement, de la nourriture, etc.). Plus particulièrement, les étudiants des pays émergents constituent, dans le cadre de la compétition avec les Etats-Unis, une cible particulièrement prisée et jusqu'alors, essentiellement captée par les Etats-Unis (9). Pour impulser la constitution de ce marché, les institutions européennes ont décidé de mettre en place une «assurance qualité» que le réseau ENQA (10) est chargée de réaliser. Ce réseau, transformé en association ouverte aux pays signataires de la déclaration de Bologne (11), est mandaté par le Conseil de l'Union Européenne pour présenter des propositions pour le développement d'un ensemble de standards, procédures et guides de procédures partagés et faire des propositions pour la mise en place de procédures externes d'assurance de la qualité pour les agences d'évaluation et d'accréditation, qui elles-mêmes, devront être soumis à l'évaluation de la qualité des évaluations auxquelles elles procèdent. D'autres mesures complètent le rôle de «l'assurance qualité» (12), Mais celle-ci occupe au cœur de ces mesures une place stratégique : elle permet d'instaurer un marché national des formations supérieures qui est la condition de son internationalisation, par la mise en œuvre de processus

de «labellisation» dans le but de rendre les universités comparables entre elles par l'imposition de «standards», d'en améliorer «la lisibilité» pour les étudiants en affichant les performances, etc.

Enfin, l'enseignement supérieur joue un rôle essentiel dans ce qui est appelé «le modèle social européen». Celui-ci est fondé sur une opposition entre le modèle de l'Etat providence, qu'il s'agit de réformer et celui de «l'Etat social actif» qu'il faudrait construire. «L'Etat social actif» prétend privilégier l'emploi plutôt que la protection sociale et pour cela, développe «l'éducation tout au long de la vie», c'est-à-dire la possibilité pour chaque salarié de revenir se former à l'université à n'importe quel moment de sa vie. Il substitue à la lutte «traditionnelle» contre le chômage la lutte contre «l'inemployabilité» des acteurs et à la culpabilisation des chômeurs. Le prototype en est le *workfare* britannique. Cela renvoie au débat sur la «flexécurité». Les universités, y compris grâce à la reconnaissance de la validation des acquis de l'expérience, ont à charge de se transformer en instance de certification et de formation professionnelle afin de suppléer aux déficits de compétence qui sont attribués aux chômeurs. «L'Etat social actif» comprend d'autres objectifs : élever le nombre de travailleurs âgés (13) (en reculant l'âge de la retraite de cinq ans comme il a été décidé au sommet de Barcelone en 2002) et le nombre de femmes actives. Il s'agit dans cette logique de «responsabiliser les acteurs», conformément à la vision qui impute le chômage à l'inemployabilité des individus (et à l'absence d'ajustement de l'enseignement au marché du travail) au détriment de tout autre facteur.

La plupart de ces objectifs ont été assortis d'indicateurs quantitatifs pour 2010 : le taux d'emploi est fixé à 70%, le taux de femmes actives à 50%, le taux de salariés âgés à 50%, le taux d'adulte en formation tout au long de la vie à 12%. Le nombre de diplômés de l'enseignement supérieur n'est pas fixé, mais le chiffre proposé par la Suède, de 50%, est mis en avant. Mais par leur construction, ces indicateurs permettent d'éviter les aspects les plus «sociaux» afin de ne pas remettre en cause les objectifs de rationnement de la dépense publique et de stabilité des prix : le taux d'emploi par exemple, dans la mesure où il n'est assorti d'aucun indicateur qualitatif (de niveau de salaire par exemple ou de conditions de travail) est tout à fait compatible avec le développement de la précarisation et de la flexibilisation du travail et les «souffrances au travail» qu'elles peuvent engendrer. De même, le taux d'activité des femmes ne peut pas être considéré comme un indicateur significatif dans une lutte contre les discriminations hommes femmes : il peut tout aussi bien aller de pair avec un développement des inégalités hommes femmes sur le marché de l'emploi, comme l'a montré Tania Angeloff (14). C'est également le cas d'un objectif comme «l'efficacité» de l'enseignement supérieur telle qu'elle est mesurée par un taux de diplômés à un niveau donné.

L'amélioration des taux de réussite peut s'accompagner d'une relégation de plus en plus forte des étudiants d'origine populaire dans les filières les plus dévalorisées. Ces taux ne mesurent donc que l'exclusion (du marché du travail, de l'enseignement supérieur, etc.) mais laissent entière la question des inégalités. ■

(*) Maître de conférences en sociologie à l'université de Paris IX, membre de l'Institut de Recherche Interdisciplinaire en socio-économie.

Les titres et les intertitres sont de la rédaction.

(1) On the mechanics of economic development, *Journal of monetary Economics*, 22.

(2) Voir à ce sujet l'article de Pierre Milot dans *Actes de la recherche* n°150 la reconfiguration des universités selon l'OCDE.

(3) En effet, selon cette théorie, la formation, l'éducation relève de choix individuels économiquement rationnels : chacun décide d'investir (de payer) dans des formations plus ou moins longues en fonction des avantages ultérieurs que celles-ci pourront lui procurer. C'est une remise en cause fondamentale de la conception qui fondait la gratuité de l'enseignement.

(4) Cf. Gary Becker : « Education and training are the most important investments in human capital. Many studies have shown that high school and college education in the United States greatly raise a person's income, even after netting out direct and indirect costs of schooling, and even after adjusting for the fact that people with more education tend to have higher IQs and better-educated and richer parents ». Human capital and the Economy, proceeding of the american philosophical society 136 (n°1), 85-92, mars 1992.

(5) Philippe Aghion, Elie Cohen. *Education et croissance*. Conseil d'analyse économique. Été 2004.

(6) Lui-même s'était inspiré du système d'enseignement supérieur australien.

(7) Pour donner un ordre de grandeur, la France a des droits d'inscription d'environ 150 € par an en moyenne, les études supérieures sont gratuites pour les pays scandinaves, ils s'élèvent entre 450 et 600 € pour l'Espagne et l'Italie, 1330 € pour les Pays-Bas et 17 00 € pour l'Angleterre.

(8) Sur la « crise des finances publiques » comme moyen d'imposition d'un allègement des finances publiques, voir Sébastien Guex, la politique des caisses vides, *Actes de la Recherche en Sciences sociales* n°146-147.

(9) Cf. *Education et formation* 2010, Op. cit, p. 17.

(10) (European Network For Quality in Higher Education).

(11) Signée par 29 pays, elle constitue un engagement pour l'harmonisation des systèmes d'enseignement supérieur en Europe et les solutions pour la réaliser (crédits ECTS, adoption du système LMD, assurance qualité, etc.).

(12) Comme la mise en place des crédits ECTS, la mise en place du LMD qui permet « d'assouplir l'offre de formation » conformément aux préconisations européennes et de « dénationaliser » les diplômes puisque l'Etat ne joue plus qu'un rôle d'habilitation a posteriori d'une offre de formation définie localement.

(13) La promotion du « vieillissement actif » est reprise par le sommet de Barcelone en mars 2002, qui préconise une hausse de cinq ans de l'âge effectif de départ à la retraite et dans le rapport de la Task force pour l'emploi présidée par M.Kok (novembre 2003. L'emploi, l'emploi, l'emploi, créer plus d'emploi en Europe, p. 87), mais aussi dans la décision du Conseil sur les lignes directrices du 22 juillet 2003 (2003/578/CE).

(14) Tania Angeloff, *Le temps partiel, un marché de dupes ?* Editions La découverte et Syros, 2000.



Appel de 500 syndicalistes pour le Non au référendum

Syndicalistes, nous sommes quotidiennement confrontés, en France et en Europe, aux conséquences d'une politique européenne basée sur le seul principe d'une " économie de marché ouverte où la concurrence est libre et non faussée ". C'est ce principe que le projet de traité soumis au référendum entend constitutionnaliser.

En janvier pour défendre les services publics, en février et en mars pour l'emploi, la réduction du temps de travail et les salaires, nous avons fait grève et défilé ensemble pour nos revendications. A Bruxelles le 19 mars, nous avons manifesté pour une Europe du plein emploi, des droits et de la solidarité entre les peuples : défendre la protection sociale et refuser l'incitation à l'allongement de la durée du travail et sa flexibilisation ; refuser que les droits des salariés en activité ou privés d'emploi soient remis en cause, que le chômage et la précarité s'accroissent ; maintenir, partout et pour tous, des services publics. Ces derniers sont confrontés, malgré toutes les déclarations d'intentions sur les Services d'intérêt général, aux directives européennes qui organisent les ouvertures à la concurrence et favorisent ainsi les privatisations. Elles encouragent les délocalisations et le dumping social à l'image du projet de directive de libéralisation des services (Bolkestein).

L'intégration de la Charte des droits fondamentaux, si elle peut apparaître comme un premier pas encourageant pour la prise en compte par l'Union des questions sociales, ne crée cependant pas de droit social européen susceptible de rééquilibrer le droit de la concurrence. Celui-ci restera donc le seul droit de nature communautaire et continuera donc à régir la vie de l'Union. Cette Charte est, d'autre part, problématique sur de nombreux points : elle remplace le droit à l'emploi par le droit de travailler, elle ne reconnaît pas le droit de grève européen et elle refuse l'égalité des droits de ceux qui résident en Europe sans posséder la nationalité d'un État membre, etc. Syndicalistes, nous savons que nous avons besoin de l'Europe face à la mondialisation libérale et aux firmes transnationales. Il est urgent de lui donner de nouvelles fondations qui l'émancipent du libéralisme financier prédateur, qui la réconcilie avec le progrès social, la paix, la démocratie, le développement soutenable, la coopération entre les peuples de la planète. Nous sommes des partisans résolus d'une Europe mobilisée contre le chômage, la précarité et la dégradation du cadre de vie. Il faut renforcer les garanties sociales, développer et coordonner des politiques économiques favorisant l'emploi et harmoniser les fiscalités, promouvoir une Europe des Services publics pour faire pendant à la libre concurrence. Il faut mettre en oeuvre un développement économique respectueux des équilibres écologiques et enfin reconnaître l'égalité et les droits pour les femmes autant que pour tous. Nous aspirons à une Europe démocratique, fondée sur la citoyenneté pleine et entière de tous ses résidents.

Nous sommes convaincus que le rejet du projet de traité constitutionnel est aujourd'hui la condition pour que cette Europe voie le jour. Ce rejet donnerait un nouveau souffle à tous ceux qui veulent construire une société plus juste et plus solidaire. C'est pourquoi nous appelons à rejeter le projet de traité constitutionnel.

Pour se joindre à cet appel : www.appeldes500.ras.eu.org
(au 9 mai, l'appel avait reçu 2900 signatures)